



**JMC & ASSOCIES**

**ACCUEIL AUX FAMILLES ET INSERTION**

Association régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901

**Siège social : 149 ALLEE DU FORUM  
92100 BOULOGNE BILLANCOURT**

---

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**

**SUR LES COMPTES ANNUELS**

*Exercice clos au 31/12/2024*

Aux membres de l'Association

## **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association ACCUEIL AUX FAMILLES ET INSERTION relatifs à l'exercice clos le 31/12/2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association ACCUEIL AUX FAMILLES ET INSERTION à la fin de cet exercice.

## **Fondement de l'opinion**

### ***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du Commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

### ***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

## **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Notre audit a consisté à vérifier les subventions reçues sur l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## **Vérifications spécifiques**

Nous n'avons pas de commentaires à formuler concernant le rapport financier de l'exercice.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Bureau.

### **Responsabilités du Commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

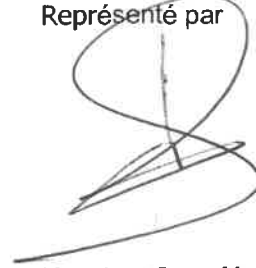
Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Etiolles,  
Le 28 Février 2025  
Le Commissaire aux comptes

JMC & ASSOCIES  
Représenté par



Monsieur Jean-Marc CHOUCROUN

**AFI - Bilan au 31 décembre**

ACTIF	31.12.2024		31.12.2023		PASSIF	31.12.2024	31.12.2023
	Brut	Amort/Prov.	Net	Net			
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>					<b>FONDS PROPRES &amp; ASSIMILES</b>		
Logiciels informatiques					Fonds associatif	249 625,61	240 320,94
Terrains					Résultat de l'exercice	20 752,99	9 304,67
Constructions et agencements					Subventions d'équipement nettes	1 999,00	4 666,00
Matériels d'activités					<b>TOTAL FONDS PROPRES</b>	<b>272 377,60</b>	<b>254 291,61</b>
Autres immobilisations corporelle	11 774,17	9 613,98	2 160,19	5 288,17	<b>PROVISIONS &amp; FONDS DEEDIES</b>		
Immobilisations en cours					Provisions pour risques		
Immobilisations financières	114 784,32		114 784,32	110 792,58	Provisions pour charges	26 270,22	22 646,55
Autres prêts et titres immobilisés					Fonds dédiés sur subventions		1 755,00
Dépôts et cautionnements					<b>TOTAL PROVISIONS</b>	<b>26 270,22</b>	<b>24 401,55</b>
<b>TOTAL ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>126 558,49</b>	<b>9 613,98</b>	<b>116 944,51</b>	<b>116 080,75</b>	<b>DETTES</b>		
<b>ACTIF CIRCULANT</b>					Emprunts		
Stocks			0,00	0,00	Emprunts et dettes auprès d'étab. de crédit		
Avances et acomptes versés			0,00	0,00	Avances et acomptes reçus		
Usagers			0,00	0,00	Fournisseurs	2 960,00	3 612,00
Subventions à recevoir			0,00	0,00	Dettes fiscales et sociales	22 056,09	18 566,95
Valeurs mobilières de placement					- dettes sociales	12 092,41	10 241,96
Disponibilités	206 719,40	0,00	206 719,40	183 391,43	- congés à payer + charges	9 598,99	8 198,32
- CCP	34 691,37		34 691,37	34 901,38	- prime à payer + charges	0,00	0,00
- CC BRED	3 686,23		3 686,23	2 381,83	- dettes fiscales	364,69	126,67
- Livret A	87 876,80		87 876,80	85 317,28	Autres dettes	0,00	0,00
- Compte à terme BRED	80 000,00		80 000,00	60 000,00			
- caisse	465,00		465,00	790,94			
- chèque à encaisser	0,00		0,00	0,00			
Produits à recevoir (org sociaux)	0,00		0,00	0,00	Produits constatés d'avance	0,00	0,00
Charges constatées d'avance			0,00	0,00	<b>TOTAL DETTES</b>	<b>25 016,09</b>	<b>22 178,95</b>
<b>TOTAL ACTIF CIRCULANT</b>	<b>206 719,40</b>	<b>0,00</b>	<b>206 719,40</b>	<b>184 791,36</b>	<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>323 663,91</b>	<b>300 872,11</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>333 277,89</b>	<b>9 613,98</b>	<b>323 663,91</b>	<b>300 872,11</b>			

COMPTE DE RESULTAT	2024	2023
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>		
Ventes de marchandises	0,00	0,00
Participations aux activités	0,00	0,00
Cotisations membres	1 585,00	1 603,00
Participations des bénéficiaires	28 070,00	23 380,00
Subventions d'exploitation et dons	134 731,17	121 340,26
Autres produits	141,62	
Amortissement subvention exploitation	2 667,00	2 667,00
Reprises sur provisions et transfert de charges		
Report des ressources non utilisées des ex. antérieurs		
<b>TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION</b>	<b>167 194,79</b>	<b>148 990,26</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Achat d'autres approvisionnements	8 450,87	8 244,43
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	9 144,93	9 584,06
Impôts et taxes	2 282,58	1 739,51
Salaires	90 954,81	86 042,82
Charges sociales	33 073,58	30 836,12
Autres charges de gestion courante		
Dotation aux amortissements	3 127,98	3 668,00
Dotation aux provisions, transfert de charges	5 024,34	3 459,71
Engagements à réaliser sur ressources affectées		
<b>TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION</b>	<b>152 059,09</b>	<b>143 574,65</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION (I)</b>	<b>15 135,70</b>	<b>5 415,61</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>		
Intérêts	6 662,01	3 979,32
Différences positives de change		
Reprises sur provisions		
<b>TOTAL PRODUITS FINANCIERS</b>	<b>6 662,01</b>	<b>3 979,32</b>
<b>CHARGES FINANCIERES</b>		
Intérêts		
Différences négatives de change		
Dotations aux provisions		
<b>TOTAL CHARGES FINANCIERES</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>RESULTAT FINANCIER (II)</b>	<b>6 662,01</b>	<b>3 979,32</b>
<b>RESULTAT COURANT (I + II)</b>	<b>21 797,71</b>	<b>9 394,93</b>
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>		
Sur opérations de gestion		3,74
Sur opérations en capital		
Reprise sur provisions		
<b>TOTAL PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>	<b>0,00</b>	<b>3,74</b>
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>		
Sur opérations de gestion	688,72	
Sur opération en capital		
Dotations aux provisions		
<b>TOTAL CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>	<b>688,72</b>	<b>0,00</b>
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL (III)</b>	<b>-688,72</b>	<b>3,74</b>
Impôts sur les bénéfices	-356,00	-94,00
<b>RESULTAT DE L'EXERCICE (I + II + III)</b>	<b>20 752,99</b>	<b>9 304,67</b>

#### EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE

<b>PRODUITS</b>		
Bénévolat	320 833,00	320 833,00
Prestations en nature		
Dons en nature	53 303,31	53 303,31
<b>TOTAL PRODUITS EN NATURE</b>	<b>374 136,31</b>	<b>374 136,31</b>
<b>CHARGES</b>		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens et services	53 303,31	53 303,31
Personnel bénévole	320 833,00	320 833,00
<b>TOTAL CHARGES EN NATURE</b>	<b>374 136,31</b>	<b>374 136,31</b>

**ANNEXE AUX COMPTES DE L'EXERCICE 2024**

Le total du bilan de l'association avant répartition de l'exercice clos le 31 décembre 2024 est de 323.663,91€, prenant en compte un excédent sur l'année 2024 de 20.752,99 €.

L'exercice a une durée de 12 mois. La présente annexe fait partie intégrante des comptes annuels.

**1. PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES**

Le bilan et le compte de résultat de l'association sont établis conformément aux dispositions de la législation française et aux pratiques comptables généralement admises en France, notamment celles du règlement 2014-3 du 05 juin 2014 relatif au plan comptable général et du règlement 99-01 du 16 février 1999 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et Fondations.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices,

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires). Par mesure de simplification, les matériels et mobiliers de bureau dont la valeur unitaire n'excède pas 500 € hors taxes sont comptabilisés en charges d'exploitation (compte 605 « achats petits matériels »).

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Les subventions sont comptabilisées en fonction des notifications ou des contrats envoyés par les bailleurs de fonds.

**2. CHANGEMENT DE METHODE COMPTABLE**

Néant

**3. Pour NOTES SUR L'ACTIF DU BILAN****3.1. Tableau des variations des immobilisations brutes**

Valeurs brutes	Début	Acquisitions	Diminutions	Fin
Installations générales, agencements				
Matériels de bureau (copieur)	2 160,00			2 160,00
Matériels informatiques	9 037,27			9 037,27
Mobiliers de bureau	576,90			576,90
<b>TOTAL</b>	<b>11 774,17</b>			<b>11 774,17</b>

Fin 2019, L'AFI a acheté un copieur (2160€) qui a été immobilisé et fait l'objet d'un amortissement sur 4 ans, durée du contrat de maintenance) à partir de sa mise en service en janvier 2020.

En 2021, l'AFI a acheté des matériels informatiques pour 1149,98 (PC et vidéoprojecteur) et du mobilier (canapé et bibliothèque) pour 576,90 €.

En 2022, profitant d'une subvention d'équipement de 8000€ du groupe VINCI, l'AFI a acheté 8 ordinateurs et 3 vidéoprojecteurs pour 7837,29€ en immobilisations, plus divers matériels non immobilisés.

En, 2023, l'AFI n'a acheté que des tablettes dont la valeur n'entraîne pas d'immobilisation.

En 2024, L'AFI n'a acheté que des matériels informatiques n'entraînant pas d'immobilisation et qui ont été essentiellement financés par une subvention d'équipement de la CAF.

### 3.2. Tableau des variations des amortissements

Amortissements	Durée	2023	Dotations	Reprises	2024
Logiciels informatiques	5 ans				
Installations générales, agencements	5 ans				
Matériels de bureau (copieur)	4 ans	2 160,00			2 160,00
Matériel informatiques	3 ans	4 067,00	3 212,98		7 079,98
Matériels éducatifs et de loisirs	3 ans				
Mobiliers de bureau	5 ans	259,00	115,00		374,00
<b>TOTAL</b>		<b>6 486,00</b>	<b>3 127,98</b>		<b>9 613,98</b>

### 3.3. Immobilisations financières

Elles sont constituées par 10788 parts sociales BRED, dont 326 souscrites en 2024. La valeur de ces parts est de 10,64€ au 31/12/2024, contre 10,59€ au 31/12/2023.

Nature	Début	Attribution	Revalorisation	Fin
Nombre de parts sociales	10462 parts	326 parts		10788 parts
Valeur de la part	10,59 €	10,59	0,05 €	10,64 €
<b>Montant parts sociales BRED</b>	<b>110 792,58 €</b>	<b>3 452,34</b>	<b>539,40 €</b>	<b>114 784,32 €</b>

### 3.4. Créances et comptes rattachés

En 2024, l'AFI a souscrit deux contrats de placement à terme (CAT) avec la BRED pour un total de 50.000€. Un des contrats souscrits en 2023 est parvenu à échéance. L'encours de CAT est de 80.000€ détaillés comme suit :

- 30.000€ à échéance au 17/05/2025 au taux de 3,65% (1643€)
- 25.000€ à échéance au 26/11/2026 au taux de 2,8% (1061€)
- 25.000€ à échéance au 26/11/2026 au taux de 2,8% (1061€)

Les intérêts sur ces contrats seront constatés à l'échéance.

#### 3.4.1. Usagers

Néant

#### 3.4.2. Subventions à recevoir

Néant

## 4. NOTES SUR LE PASSIF DU BILAN

### 4.1. Tableau de variation des fonds propres

	Début	Affectation Résultat N-1	Résultat N	Fin
Fonds associatif	240 320,94	9 304,67		249 625,61
Résultat de l'exercice			20 752,99	20 752,99
<b>TOTAL</b>	<b>240 320,94</b>	<b>9 304,67</b>	<b>20 752,99</b>	<b>270 378,60</b>



## 4.2 Subvention d'équipement

	Montant initial	Quote-part 2024	Quote-part cumulée	Montant net 2024
Subvention VINCI 2022	8 000,00	2 667,00	6 001,00	1 999,00
<b>TOTAL</b>	<b>8 000,00</b>	<b>2 667,00</b>	<b>6 001,00</b>	<b>1 999,00</b>

Cette subvention a été accordée pour l'achat de matériels informatiques et est amortie/décaissée au même rythme que l'amortissement des biens concernés, soit sur 36 mois, dont 27 mois à fin 2024.

## 4.3 Provisions et dépréciations

Provisions pour risques	Début	Dotations	Reprises (*)	Fin
Engagement de retraite du personnel (1)(2)	22 646,55			26 270,22

Dotations / reprises d'exploitation 3 623,67

Dotation / reprises financières

Dotations / reprises exceptionnelles

**Total** 3 623,67

(\*) Dont reprises sur provisions utilisées conformément à leur objet

(\*) Dont reprises sur provisions devenues sans objet

- (1) Conformément au règlement CNC n°2003-R.01 et à la convention collective des centres sociaux et culturels, la provision pour engagements de retraite représente 1/5 de mois de salaire par année de présence jusqu'à 10 ans d'ancienneté, plafonnée à 15 ans, avec des charges patronales de 45%, sans actualisation, ni application d'un coefficient de rotation du personnel. Les éventuels changements de temps de travail au cours de la carrière des salariés ne sont pas pris en compte dans le calcul de la provision.
- (2) Pour tenir compte de la fragilité de ses ressources, l'association provisionne également le supplément nécessaire pour faire face aux coûts de résiliation des contrats de travail de ses salariés. A fin 2024, ce supplément compte pour 8116,63€.

## 4.4 Fonds dédiés sur subvention affectées

Ce point est soldé au 31/12/2024.

## 4.2. Dettes d'exploitation

### 4.2.1. Fournisseurs et comptes rattachés

Fournisseurs, factures non parvenues :

ACA NEXIA calcul salaires 12/2024	140,00
Commissaire aux comptes sur comptes 2024	2 700,00
Participation frais internet SQUAM (8 mois à 15€/mois)	120,00
S/T factures non parvenues	2 960,00
S/T Fournisseurs	0,00
<b>TOTAL</b>	<b>2 960,00</b>

**4.2.2. Dettes fiscales et sociales****Congés à payer**

	31/12/2023	Dotations	Reprises	31/12/2024
Congés à payer	6 072,85	547,10		6 619,95
Charges sur congés à payer	2 125,47	853,57		2 979,04
<b>TOTAL</b>	<b>8 198,32</b>	<b>1400,67</b>		<b>9 598,99</b>

Le calcul est effectué sur la base de 2,08 jours acquis par mois sur l'année en cours et l'hypothèse d'un solde de congés N-1 de 5 jours au 31 décembre. Cela conduit à provisionner 19,6 jours au 31 décembre pour une personne présente sur les deux derniers exercices.

**Dettes sociales**

URSSAF	3 314,01
Humanis – retraite	2 019,63
Mutex – prévoyance	299,29
Eovi – mutuelle	-84,14
Uniformation	6 543,62
<b>TOTAL</b>	<b>12 092,41</b>

**Dettes fiscales**

Impôts à payer (sur intérêts part BRED et CAT en 2024)	356,00
Prélèvement IRPP à la source en attente de virement	8,69
<b>TOTAL</b>	<b>364,69</b>

**4.2.3. Autres dettes**

Néant

**4.2.4. Produits constatés d'avance**

Néant

**5. NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT****5.1. Subventions d'exploitation et dons d'entreprises**

Organisme	Objet	reçu en 2024
Mairie de Boulogne	fonctionnement	68 000,00
Mairie de Boulogne	attribution Café des Parents 2023/CLSPD	1 755,00
Mairie de Boulogne	Projet Valeur République	1 535,00
Conseil Général 92	fonctionnement	1 000,00
C.A.F. / animation locale	général	26 992,12
C.A.F. / CLAS	accomp. scolaire	33 805,98
C.A.F. citoyenneté 2023 (solde)	projet	500,00
C.A.F. subv investissement info (1)	Non reçu	1 142,93
<b>TOTAL</b>		<b>134 731,17</b>

### 5.2. Cotisations adhérents

Il s'agit de la cotisation payée par les adhérents (bénévoles) lors de l'Assemblée Générale et qui ouvre le droit au vote. Pour l'AG de 2022, la cotisation minimale a été fixée à 25 euros. Cette cotisation étant sans contrepartie, l'AFI émet un reçu fiscal pour le montant perçu qui ouvre droit à une déduction d'impôt de 66%. Pour l'AG de 2024, 43 reçus fiscaux (44 et 43 en 2023 et 2022) ont été établis pour un montant de 1585€.

### 5.3. Participations des bénéficiaires

A l'inscription aux divers ateliers, l'AFI demande une participation aux bénéficiaires de façon à s'assurer de leur motivation. Le CA du 15/6/2023 a fait évoluer les tarifs pour les inscriptions 2023-24, spécialement au niveau des prestations Adultes. Le tarif n'a pas évolué en 2024.

#### Tarifs Adultes 2024-2025 (inchangés)

	Tarif 2022 (rappel)	Tarif base	Tarif réduit	Tarif mini
Adultes	90€	200€	100€	10€
Prépa Delf A2	0€	50€		
Prépa Delf B1	0€	80€		

Les participations Adultes ont été significativement remontées, avec une version « réduite » pour les apprenants dont les moyens sont restreints (inférieur à 24.000€ annuels) et un tarif « mini » pour les personnes en difficulté.

Un système de suivi des inscriptions développé par ALTEN (mécénat de compétence) permet de piloter et relancer les encaissements.

#### Tarifs Atelier éveil 2024-2025 (inchangés)

	Tarif 2022 (rappel)	Tarif		
Par enfants	80€	80€		

#### Tarifs Accompagnement Scolaire 2024-2025 (inchangés)

	Tarif 2022 (rappel)	Tarif		
Individuel	50€	50€		
Plafond Famille	100€	100€		

Concernant l'accompagnement scolaire, les tarifs sont plafonnés à deux enfants. Les difficultés spéciales de certaines familles sont prises en compte.

### 5.4. Résultat financier

Organisme		Montant €
Banque Postale	Intérêts sur Livret A	2559,52
BRED	Intérêts sur parts sociales et revalorisation	2480,34
BRED	Revalorisation des parts sociales	539,40
BRED	Intérêts sur comptes à termes	1082,75
	<b>Total intérêts</b>	<b>6662,01</b>

### 5.5. Formation du résultat exceptionnel

- Charge exceptionnelle sur opération de gestion : perte sur la caisse (648,42€), régularisation sur les salaires (3,06€) et écarts de lettrages (1,24€)

## **6. AUTRES INFORMATIONS**

### **6.1. Mise à disposition des locaux**

En septembre 2017, l'AFI a déménagé dans d'autres locaux mis à disposition gratuitement par la ville de Boulogne, au 149, Forum du Pont de Sèvres. La ville de Boulogne prend également en charge les frais afférant aux locaux (chauffage, électricité eau, maintenance, ménage...), ainsi que des besoins de transports.

Dans sa subvention 2025, la ville de Boulogne estime pour 2023 ces divers avantages en nature à 77.010€.

### **6.2. Mise à disposition de personnels ou de moyens techniques**

6.3.1 – L'AFI a passé convention de mécénat de compétences avec la société ALTEN et son comité d'établissement ALTEN CIR. L'impact de ce mécénat de compétence s'est monté à 26.689,52€ en 2024 pour des formations à Excel et la rénovation du site web de l'association.

6.3.2 – De la part de l'AFI, aucune mise à disposition de personnel n'a eu lieu au cours de l'exercice.

### **6.3. Bénévolat à l'AFI**

L'association fait largement appel à des bénévoles pour toutes les activités. En 2024, le bénévolat a représenté 6 319 heures, soit 3,93 personnes équivalent temps plein et une valeur de 308 999€. Pour les activités adultes, le temps de bénévolat est constitué du temps de cours augmenté de 33% pour la préparation.

Les heures de bénévolat en 2024 ont baissé de -4%, par rapport à 2023, avec les évolutions suivantes :

- 172 heures sur le secteur adulte, -6% par rapport à 2023,
- 86 heures en assistance scolaire, -3% par rapport à 2023,
- +15 heures sur les tâches d'administration, accueil et de liaison avec nos partenaires.

Le bénévolat est valorisé sur la base de 3 fois le Smic horaire et un taux de charge à 40%, ce qui conduit à un taux horaire de 48,90 € pour 2024 (au 1/1/2024).

### **6.4. Rémunération des 3 plus hauts cadres dirigeants**

Pour satisfaire aux dispositions de l'article 20 de la loi du 23 mai 2006, il est indiqué qu'aucune rémunération n'a été versée au cours de l'exercice aux trois plus hauts cadres dirigeants.



JMC & ASSOCIES

**ACCUEIL AUX FAMILLES ET INSERTION**

Association régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901

**Siège social : 149 ALLEE DU FORUM**

**92100 BOULOGNE BILLANCOURT**

---

**Rapport spécial du Commissaire aux Comptes sur les conventions réglementées**  
**Réunion de l'organe délibérant relative à l'approbation des comptes de l'exercice clos le**  
**31/12/2024**

---

178 Rue de Courcelles 75017 Paris – Tél 01 44 01 23 32  
2 Résidence les bois du cerf 91450 Etolles – Tel : 01 69 89 89 90 – Fax : 01 69 89 27 81  
Société inscrite auprès de l'ordre des experts comptables et de la compagnie des commissaires aux comptes de  
Paris  
SARL au capital de 300 000 € - RCS Evry – Siret 50302721100013 – FR 71503027211 NAF – 6920 Z

À l'Assemblée

En notre qualité de Commissaire aux Comptes de votre Association nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

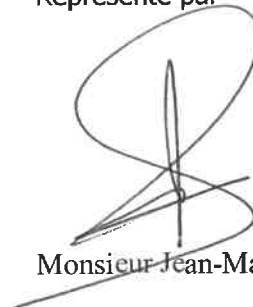
#### **CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ORGANE DELIBERANT**

##### **Conventions passées ou autorisées au cours de l'exercice écoulé**

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention passée ou autorisée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'organe délibérant en application des dispositions de l'article L. 612-5 du code de commerce.

Fait à Etiolles,  
Le 28 Février 2025  
Le Commissaire aux comptes

JMC & ASSOCIES  
Représenté par



Monsieur Jean-Marc CHOUCROUN